RAPPORT 2018 SUR LES DROITS DE L'HOMME - GABON

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le Gabon est une république dont le gouvernement présidentiel est dominé par le Parti démocratique gabonais (PDG) et dirigé par le président Ali Bongo Ondimba, dont la famille est au pouvoir depuis 1967. Celui-ci a été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle de 2016. Les observateurs ont pris note de nombreuses irrégularités, y compris des résultats officiels extrêmement douteux dans la province dont est originaire le président. Les agents du gouvernement ont dispersé par la force les violentes manifestations qui ont fait suite à l'élection. Les 6 et 27 octobre, les élections législatives à deux tours ont eu lieu. Le PDG a remporté 98 des 143 sièges à l'Assemblée nationale. La mission d'observation électorale de l'Union africaine n'a pas indiqué si les élections avaient été libres et équitables, mais a pris note de certaines irrégularités. Plusieurs partis d'opposition ont boycotté les élections, mais ils étaient moins nombreux à le faire que lors des élections législatives de 2011.

Les autorités civiles ont, dans l'ensemble, exercé un contrôle efficace sur les forces de sécurité.

Les problèmes en matière de droits de l'homme ont inclus la torture, les conditions carcérales très dures, les prisonniers politiques, la diffamation criminelle, de sévères restrictions limitant la liberté de circulation, des restrictions en ce qui concerne la participation au processus politique, la corruption, les violences faites aux femmes - le gouvernement n'agissant pas de façon appropriée pour poursuivre les coupables et leur faire répondre de leurs actes -, la traite des personnes et le travail forcé, y compris le travail forcé des enfants.

Le gouvernement a pris des mesures limitées pour poursuivre et sanctionner les officiels jugés coupables d'exactions. Néanmoins, l'impunité demeurait un problème.

Les autorités ont pris des mesures pour enquêter sur des allégations d'exactions commises par des forces de maintien de la paix gabonaises en République centrafricaine et atténuer les risques pour l'avenir.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

Aucune exécution arbitraire ou illégale imputée aux pouvoirs publics ou à leurs agents n'a été signalée.

b. Disparitions

Des disparitions ont été signalées. En décembre 2017, la famille de l'animateur de télévision et militant de l'opposition Jocelyn Obame Nsimoro a indiqué qu'il avait disparu. Pendant l'année, sa famille a tenté en vain de le retrouver en s'adressant à des instances policières et judiciaires ou en passant par d'autres voies officielles et sur les réseaux sociaux. En octobre, les autorités n'avaient pas encore ouvert une enquête officielle sur la disparition de Nsimoro.

En septembre 2017, le gouvernement a informé le Comité des disparitions forcées de l'ONU qu'en dépit des allégations de l'opposition au sujet de disparitions, aucune plainte formelle n'avait été déposée après l'élection de 2016. Ce comité a invité le gouvernement à mener une enquête exhaustive sur les violences post-électorales et à réviser la loi pour qu'elle soit conforme à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. À compter d'octobre, le gouvernement n'avait pas mené d'enquête officielle.

c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La constitution interdit de telles pratiques, mais des membres des forces de sécurité ont parfois employé des traitements cruels et dégradants.

Par exemple, en janvier, l'ancien député Bertrand Zibi Abéghé a déclaré qu'il avait subi de mauvais traitements et la torture pendant sa détention après la découverte d'un téléphone portable dans sa cellule à la prison centrale de Libreville. Son avocat a affirmé que des agents des services pénitentiaires l'ont battu avec des matraques, des manches de pioche et des câbles électriques. Après que son avocat a porté plainte au sujet de ces mauvais traitements, le directeur de la prison a été remplacé.

Les réfugiés se sont plaints d'actes de harcèlement et d'extorsion commis par les forces de sécurité. Selon des informations émanant de la communauté des

immigrants africains, des policiers et des soldats ont parfois battu des Africains non gabonais qui n'avaient pas de permis de séjour ou de pièces d'identité valides. Parfois, les autorités ont détenu des Africains non gabonais, elles leur ont donné l'ordre de se déshabiller pour les humilier et elles leur ont demandé des pots-de-vin.

Les Nations Unies ont indiqué avoir reçu une allégation d'exploitation sexuelle (rapports sexuels transactionnels) et de sévices sexuel concernant deux soldats de la paix gabonais déployés dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine. Les enquêtes de l'ONU et des autorités gabonaises étaient en cours à la fin de l'année, tout comme les enquêtes sur trois allégations d'exploitation sexuelle (relations à des fins d'exploitation) et de sévices sexuels (viol, y compris de mineurs) à l'encontre d'au moins 20 soldats de la paix gabonais signalées pendant les années précédentes.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions carcérales étaient très dures et potentiellement délétères en raison de la mauvaise qualité de l'alimentation, de l'insuffisance des installations sanitaires, du manque d'aération, du surpeuplement extrême et de la médiocrité des soins médicaux. Les conditions dans les maisons d'arrêt et les centres de détention étaient comparables à celles des prisons. Il n'y avait pas d'aménagements spéciaux pour les personnes porteuses de handicap incarcérées.

Conditions matérielles : La prison centrale de Libreville était extrêmement surpeuplée ; elle avait été construite pour accueillir 500 prisonniers, mais en contenait environ 3 000. Selon des rapports, le surpeuplement était aussi un problème dans d'autres prisons.

Aucune donnée ou estimation crédible n'était disponible au sujet du nombre des décès dans les prisons, les maisons d'arrêt et les centres de détention provisoire ou de détention d'un autre type attribués aux conditions matérielles ou aux actions des membres du personnel ou d'autres autorités.

Dans certains cas, ceux qui étaient en détention provisoire étaient hébergés avec les prisonniers condamnés, les mineurs avec les adultes et les hommes avec les femmes. Les autorités séparaient les mineurs des adultes dans les prisons de Libreville et de Franceville. Il y avait des cellules de détention séparées dans les prisons pour hommes et femmes, mais leur accès n'était pas complètement sécurisé

ou limité. Les prisonniers n'avaient qu'un accès limité à de la nourriture, l'éclairage, des installations sanitaires, l'eau potable et la possibilité de faire de l'exercice physique. Du personnel infirmier était disponible sur place pour assurer des soins médicaux de base, mais les infirmeries des prisons manquaient souvent des médicaments nécessaires. Pour les maladies ou les blessures graves, les autorités transféraient les prisonniers dans les hôpitaux publics. La gestion de la propagation des maladies infectieuses, telles que le VIH-sida et la tuberculose, était inadéquate.

Administration : Les prisonniers ont déposé peu de plaintes. Les observateurs pensaient que le petit nombre de plaintes était dû à l'ignorance du processus, à un manque de confiance dans son efficacité ou à la peur des représailles. Il n'y avait pas de médiateur des prisons ni d'autorité indépendante comparable disponible pour répondre aux plaintes des prisonniers.

Surveillance indépendante : Le gouvernement a autorisé des organisations de défense des droits de l'homme à effectuer une surveillance indépendante des conditions carcérales, mais certaines sources ont fait état de difficultés pour obtenir l'autorisation d'entrer dans les prisons. L'organisation non gouvernementale (ONG) locale Malachie a visité des prisons.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires et permettent aux personnes arrêtées ou détenues de contester le fondement juridique de leur détention et de se plaindre du caractère arbitraire de celle-ci, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ces dispositions. Les forces de sécurité ont arrêté et détenu brièvement de façon arbitraire des leaders de la société civile et des syndicats après des protestations et des marches pacifiques.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police nationale, qui relève du ministère de l'Intérieur, et la gendarmerie, qui relève du ministère de la Défense, sont responsables de l'application des lois et de la sécurité publique. Des éléments des forces armées et de la Garde républicaine, une unité d'élite chargée de la protection du président et placée sous son autorité directe, se sont parfois vu confier des fonctions de sécurité intérieure. Les autorités civiles ont exercé un contrôle efficace de la police nationale, de la gendarmerie, de la Garde républicaine et de tous les autres services des forces de sécurité, et le gouvernement disposait de mécanismes pour enquêter sur les cas d'abus et de

corruption et pour les sanctionner. Néanmoins, l'impunité était un problème notable.

Certains policiers étaient inefficaces et corrompus. Des membres des forces de sécurité demandaient des pots-de-vin pour compléter leur salaire, souvent aux passagers de véhicules arrêtés à des postes de contrôle légaux pour vérification de l'immatriculation des véhicules et des pièces d'identité des passagers. Le Bureau de l'Inspecteur général avait la responsabilité d'enquêter sur les abus et la corruption de la police et des forces de sécurité. On ne disposait pas d'informations sur l'efficacité de cet organisme.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

La loi requiert des mandats d'arrêt reposant sur des preuves suffisantes et délivrés par une autorité compétente pour procéder à des arrestations, mais les forces de sécurité n'ont pas toujours tenu compte de ces dispositions. La loi permet aux autorités de détenir un suspect en garde à vue jusqu'à 48 heures sans mise en accusation, après quoi le suspect doit comparaître devant un juge pour être mis en examen. La police a souvent dépassé ce délai. La loi autorise la mise en liberté conditionnelle après la mise en examen si des compléments d'enquête sont nécessaires. Il existait un système de mise en liberté sous caution qui fonctionnait. Les détenus n'étaient pas toujours autorisés à prendre rapidement contact avec des membres de leur famille et un avocat de leur choix. La loi qui exige qu'un avocat soit commis d'office aux détenus indigents n'a pas toujours été respectée, souvent parce que le gouvernement ne trouvait pas d'avocats disposés à accepter les conditions de paiement proposées pour se charger de ces affaires. Les arrestations devaient se faire en vertu de mandats délivrés par un juge ou un procureur sur la base de preuves.

Les autorités n'ont pas détenu de suspects au secret ou n'en ont pas assigné à résidence.

Arrestations arbitraires : À la différence des années précédentes, aucune arrestation arbitraire n'a été signalée. En août et septembre 2017, les autorités ont arrêté le porte-parole de la Coalition pour la nouvelle République Frédéric Massavala Maboumba et le vice-secrétaire général adjoint du Rassemblement Héritage et Modernité Pascal Oyougou et elles les ont inculpés pour, notamment, « provocation et instigation à des actes de nature à provoquer des manifestations contre l'autorité de l'État ». En décembre, la date du procès d'Oyougou ou de Massavala n'avait pas été fixée ; tous deux étaient toujours en détention.

Détention provisoire : La détention provisoire prolongée était courante en raison des rôles surchargés et de l'inefficacité du système judiciaire. La loi limite la détention provisoire à six mois pour les délits et à un an pour les crimes, des prolongations de six mois pouvant être autorisées par le juge d'instruction. Une loi stipule qu'il doit y avoir une commission chargée d'examiner les cas de détention abusive ou excessive et d'accorder des indemnisations aux victimes, mais les autorités n'ont pas établi cette commission. Les deux tiers des détenus environ étaient en détention provisoire, laquelle durait parfois jusqu'à trois ans. Il y a eu des cas où la durée de la détention provisoire a dépassé la peine maximum imposable pour l'infraction alléguée. Les détenus n'étaient généralement pas au courant de leurs droits et de la procédure à suivre pour porter plainte, et peut-être qu'ils craignaient des représailles s'ils le faisaient.

Possibilité pour un détenu de contester la légalité de sa détention devant un tribunal : La loi accorde aux personnes arrêtées ou détenues le droit de contester le fondement juridique de leur détention et de se plaindre du caractère arbitraire de celle-ci. La loi prévoit également une indemnisation si un tribunal conclut que la détention était illégale. Les autorités n'ont pas toujours respecté ces droits.

e. Déni de procès public et équitable

La loi prévoit l'indépendance du pouvoir judiciaire, mais cette indépendance n'a été que partielle et n'a été effective que dans certaines affaires. L'appareil judiciaire était inefficace et sujet à l'influence du gouvernement. Le président nomme les juges et peut les destituer par l'intermédiaire du ministère de la Justice, chargé des droits humains, dont ceux-ci relèvent. La corruption était un problème.

Pour l'examen des affaires militaires, la présidence de la République nomme chaque année un tribunal militaire composé de magistrats et de membres des forces armées. Cette instance garantit les mêmes droits juridiques fondamentaux que les tribunaux civils. En dehors du système judiciaire formel, les différends mineurs peuvent être soumis à un chef traditionnel local, surtout en milieu rural, mais le gouvernement n'a pas toujours reconnu ces décisions.

Les autorités ont généralement respecté les décisions des tribunaux.

Procédures applicables au déroulement des procès

La constitution confère le droit à un procès équitable et public et à l'assistance

d'un avocat, et l'appareil judiciaire a généralement respecté ces droits. Les procès ont souvent été retardés.

Les accusés sont présumés innocents. Ils ont le droit d'être informés rapidement et en détail des accusations portées contre eux lorsqu'ils sont placés en garde à vue dans un poste de police, et les autorités ont fourni gratuitement les services d'interprétation nécessaires lorsque des membres du personnel ayant les connaissances linguistiques requises étaient disponibles. Les accusés sont jugés par un collège de trois magistrats. Ils ont le droit de communiquer avec un avocat de leur choix et de disposer d'assez de temps et de conditions adéquates pour préparer leur défense. Ils ont le droit de recevoir un service d'interprétation gratuit en fonction des besoins depuis la mise en accusation jusqu'à la fin de tous les appels et ils ont le droit d'être présents à leur procès. Les accusés indigents ont le droit d'être défendus, tant en matière civile que pénale, par un avocat commis d'office aux frais de l'État, mais ce droit a rarement été respecté car les avocats en pratique privée n'acceptaient pas les conditions de paiement proposées par le gouvernement pour ces affaires. Les accusés ont le droit de confronter les témoins à charge, de présenter des preuves ou des témoins à leur décharge, et d'interjeter appel. Ils ne peuvent pas être obligés de témoigner ou d'avouer leur culpabilité.

Prisonniers et détenus politiques

En août, le président a déclaré qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques dans le pays. Cependant, une association de la société civile a affirmé qu'il y avait sept personnes en prison qu'elle considérait comme des prisonniers politiques. Sur la soixantaine de protestataires arrêtés en août et septembre 2017, les dirigeants de l'opposition Frédéric Massavala Maboumba et Pascal Oyougou demeuraient en détention provisoire.

En 2016, un ancien député du PDG qui était passé dans l'opposition avait été arrêté sans mandat et accusé de trouble à l'ordre public, de non-assistance à personne en danger, d'incitation à la violence et de détention illégale d'armes à feu. Il était toujours en détention à la fin de l'année et son procès n'avait toujours pas eu lieu.

Procédures et recours judiciaires au civil

Les personnes demandant des dommages-intérêts en raison de violations de droits de l'homme ou la cessation de telles violations pouvaient recourir aux tribunaux civils, mais ceci s'est rarement produit.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

Ces actions sont interdites par la constitution et par la loi, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ces interdictions. Dans le cadre d'enquêtes criminelles, la police a demandé aux juges des mandats de perquisition, qu'elle a obtenus facilement, parfois après coup. Les forces de sécurité ont procédé à des perquisitions sans mandat à la recherche d'immigrants en situation irrégulière et de criminels présumés. Les autorités ont également surveillé les conversations téléphoniques privées, le courrier personnel et les déplacements des citoyens.

Section 2. Respect des libertés civiles, notamment :

a. Liberté d'expression, notamment pour la presse

La liberté d'expression, notamment pour la presse, est garantie par la constitution et la loi et, en général, les autorités l'ont respectée. Néanmoins, la Haute autorité de la communication (HAC) a suspendu plusieurs entreprises de communication, y compris le journal *Échos du Nord*. Celui-ci a été interdit de parution à deux reprises pendant l'année, une première fois parce que son représentant ne s'était pas présenté à une audition concernant la publication d'un « article tendancieux » critiquant le président et une deuxième fois pour avoir publié un article au sujet de l'achat de véhicules de luxe par le vice-président qui a démenti la véracité de l'information.

Liberté de la presse et des médias : Les médias indépendants étaient actifs, mais les autorités ont parfois eu recours aux lois sur la diffamation et la calomnie pour limiter les critiques du gouvernement dans les médias. Le seul grand quotidien du pays, *L'Union*, était pro-gouvernemental. Quelque 131 hebdomadaires ou mensuels, appartenant à des propriétaires privés, représentaient des points de vue indépendants et ceux de différents partis politiques, mais seulement 30 journaux paraissaient régulièrement. Tous les journaux, y compris ceux qui étaient affiliés au gouvernement, ont critiqué le gouvernement et les dirigeants politiques de partis de l'opposition aussi bien que pro-gouvernementaux. Il y avait dans le pays des médias de radiodiffusion et de télévision pro-gouvernementaux et de l'opposition, mais la principale chaîne de télévision affiliée à l'opposition n'avait pas les moyens techniques de diffuser dans l'ensemble du pays. Selon l'ONG Reporters sans frontières, les lois gabonaises sur la liberté d'expression et la liberté des médias n'étaient pas conformes aux normes internationales.

Violence et harcèlement : À la différence de 2017, il n'a pas été fait état de cas de harcèlement ou d'intimidation de journalistes, bien que, selon certaines informations, plusieurs d'entre eux aient été avertis de ne pas mener d'enquêtes sur la cause de la mort d'enfants qui auraient été victimes de crimes rituels.

Censure ou restrictions sur le contenu : La plupart des propriétaires de journaux favorisaient politiquement le gouvernement ou l'opposition. Les journalistes de la presse écrite se sont parfois autocensurés pour satisfaire les propriétaires. Le contenu des émissions télévisées en faveur de l'opposition était limité.

Lois sur la diffamation et la calomnie : La diffamation et la calomnie peuvent être traitées soit comme une infraction criminelle soit comme une affaire civile. Les rédacteurs et les auteurs d'articles jugés diffamatoires par un tribunal sont passibles de peines de prison de deux à six mois et d'une amende de 500 000 à 5 millions de francs CFA (850 à 8 500 dollars des États-Unis). Pour la diffamation, le trouble à l'ordre public et d'autres infractions, la loi prévoit aussi une suspension de parution d'un à trois mois pour la première infraction et de trois à six mois en cas de récidive.

Il y a eu des preuves selon lesquelles, dans plusieurs affaires, les lois sur la diffamation ont été appliquées pour décourager ou punir une couverture critiquant le gouvernement. Par exemple, la HAC a suspendu *Échos du Nord* pour un mois à deux reprises, en juillet et en octobre.

Liberté d'accès à internet

L'accès à internet et aux réseaux sociaux n'a pas subi de restrictions pendant l'année.

Selon l'Union internationale des télécommunications, en 2017, 50,3 % de la population utilisait internet.

Liberté de l'enseignement et manifestations culturelles

Le gouvernement n'a imposé aucune restriction à la liberté de l'enseignement ou aux manifestations culturelles.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Le gouvernement a limité la liberté de réunion pacifique.

Liberté de réunion pacifique

La constitution et la loi prévoient la liberté de réunion, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ce droit. En août 2017, le parlement a adopté une loi imposant des restrictions à la liberté de réunion. Le 28 août, les autorités ont interdit aux syndicats d'organiser un défilé pour protester contre les mesures d'austérité. Plusieurs personnes qui voulaient quand même manifester ont été détenues avant d'être libérées quelques heures plus tard sans mise en accusation. Des sources ont indiqué que les autorités n'avaient pas approuvé des permis pour la tenue de réunions publiques. Certains militants de la société civile ont déclaré qu'ils n'avaient pas présenté de demande pour tenir des réunions publiques parce qu'ils s'attendaient à un refus des autorités.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport sur la liberté de religion dans le monde* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de circulation

La constitution et la loi prévoient la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement. Le gouvernement a empêché le chef de l'opposition Jean Ping de se rendre à l'étranger pendant l'année. En 2017, le gouvernement avait suspendu ces droits pendant plusieurs semaines à l'égard de membres de l'opposition politique.

Le gouvernement a coopéré avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance aux réfugiés, aux réfugiés rapatriés, aux demandeurs d'asile et à d'autres personnes en situation préoccupante. Selon le HCR, il n'y avait pas au Gabon de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays ni d'apatrides.

Maltraitance des migrants, des réfugiés et des apatrides : Malgré les efforts déployés par le gouvernement et le HCR pour réduire la discrimination, des réfugiés se sont plaints d'actes de harcèlement et d'extorsion commis par les membres des forces de sécurité. Certains d'entre eux ont harcelé des demandeurs d'asile ou des réfugiés qui travaillaient comme marchands, employés du secteur tertiaire et manœuvres et, afin de leur extorquer des pots-de-vin, ont refusé de reconnaître des documents valides détenus par ceux-ci.

Déplacements à l'intérieur du pays : Bien qu'il n'y ait pas eu de restrictions imposées par la loi aux déplacements à l'intérieur du pays, les forces armées, la police et la gendarmerie ont interpellé les voyageurs à des postes de contrôle pour vérifier leur identité, leur lieu de résidence ou leurs documents d'immatriculation, et parfois pour leur demander des pots-de-vin. Les réfugiés devaient être munis de documents de voyage approuvés par le HCR et les autorités gouvernementales pour circuler librement sur le territoire national.

Voyages à l'étranger : La loi oblige une femme mariée à obtenir la permission de son mari pour se procurer un passeport et se rendre à l'étranger. La loi interdit à ceux qui font l'objet d'une enquête criminelle de quitter le pays. La plupart des détenteurs d'un permis de séjour et des réfugiés ont besoin d'un visa de sortie délivré gratuitement pour quitter le pays et y revenir. La délivrance des visas de sortie était lente, ce qui empêchait les gens de quitter le pays.

Le 12 janvier, les autorités ont interdit au chef de l'opposition Jean Ping de quitter le territoire national, interdiction qui était toujours en vigueur en décembre.

Protection des réfugiés

Droit d'asile : La loi prévoit la possibilité d'octroyer l'asile ou le statut de réfugié et le gouvernement a mis en place un régime de protection des réfugiés.

Accès aux services de base : La loi donne aux réfugiés un accès égal aux services publics, mais des sources ont signalé que dans certains cas, des employés d'établissements d'enseignement et d'hôpitaux avaient à tort exigé des réfugiés le paiement de redevances supplémentaires. La Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale ne prenait pas en charge les réfugiés.

Solutions durables : Le Code de la nationalité permet aux réfugiés de demander la naturalisation, mais la procédure est longue et chère, les frais s'élevant à 1,2 million de francs CFA (2 040 dollars des États-Unis). À 18 ans, les enfants nés au Gabon de parents réfugiés peuvent demander la nationalité gabonaise.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La constitution et la loi donnent aux citoyens la possibilité de choisir leur gouvernement au cours d'élections périodiques libres et équitables, tenues à bulletin secret et fondées sur le suffrage universel et égal, mais les observateurs

internationaux de l'élection présidentielle de 2016 ont constaté des irrégularités. Le parti au pouvoir domine tous les niveaux de l'administration gouvernementale depuis cinquante ans. Les citoyens ont participé à des élections présidentielle, législatives et municipales. Des membres de l'opposition ont émis des doutes sur l'équité du processus électoral et se sont plaints du manque d'égalité en matière d'accès aux médias. Ils ont également encouragé le gouvernement à rétablir les limites du nombre de mandats présidentiels, à remplacer le scrutin uninominal à majorité simple actuel par un scrutin à deux tours, à réformer la Cour constitutionnelle et à mettre en place un système de scrutin à carte biométrique plus efficace, mesures qui, selon eux, accroîtraient l'impartialité du système électoral.

En avril et en mai 2017, ces demandes furent parmi les principaux thèmes examinés pendant les travaux du Dialogue national. Les participants comprenaient des partis politiques et des organisations de la société civile, mais l'ancien candidat à l'élection présidentielle Jean Ping et plusieurs autres dirigeants de l'opposition ont boycotté le dialogue. En mai 2017, les participants au dialogue ont recommandé un système de scrutin à deux tours, l'augmentation du nombre des députés à l'Assemblée nationale et l'élimination de la Commission électorale nationale, mais ils n'ont pas recommandé de limiter le nombre de mandats présidentiels. En janvier, le président a promulgué des amendements constitutionnels contenant ces changements.

Élections et participation au processus politique

Élections récentes : En avril, la Cour constitutionnelle a dissous l'Assemblée nationale et confié le pouvoir législatif au Sénat. Un nouveau gouvernement de transition a été mis en place. Les 6 et 27 octobre, des élections législatives ont eu lieu. Les deux tours se sont déroulés dans le calme, et la participation électorale a été de 43 % au premier tour. Le PDG a remporté 98 des 143 sièges à l'Assemblée nationale. Les chefs de l'opposition ont fait état d'irrégularités comme le bourrage d'urnes, l'achat de voix, l'ouverture de bureaux de vote sans la présence des représentants de l'opposition et le traitement injuste de l'opposition par le Centre gabonais des élections. Les organisations nationales et internationales n'avaient pas été autorisées à observer le scrutin. Une mission d'observation électorale limitée de l'Union africaine n'a pas indiqué si les élections avaient été libres et équitables, mais a pris note de certaines irrégularités.

Partis politiques et participation au processus politique : Le PDG a dominé le gouvernement depuis sa fondation en 1968 par l'ancien président Omar Bongo.

L'appartenance au PDG conférait des avantages pour l'obtention de postes dans la fonction publique. Des membres de l'opposition se sont plaints de la délimitation injuste des circonscriptions électorales, affirmant que la province d'origine du président avait reçu un nombre excessif de sièges parlementaires par rapport aux autres provinces. Ils ont également avancé que le PDG bénéficiait d'un accès plus large que les autres partis aux ressources de l'État pour les campagnes électorales.

Des restrictions existaient concernant la formation des partis politiques. Par exemple, en 2017, le ministère de l'Intérieur a refusé d'enregistrer l'aile du Parti démocratique gabonais appelée PDG Héritage et Modernité comme un parti de l'opposition. En juillet 2017, celui-ci a surmonté cet obstacle grâce à une fusion avec un parti politique existant, le Front pour l'unité nationale et le développement utilitaire, qui a adopté le nom et les statuts du Rassemblement Héritage et Modernité.

Participation des femmes et des minorités : Aucune loi ne limite la participation des femmes et des membres des minorités au processus politique, et ceux-ci y ont bien pris part. Néanmoins, certains observateurs pensaient que des facteurs culturels et traditionnels empêchaient les femmes de participer autant que les hommes à la vie politique. En avril, il y avait seulement 13 femmes sur les 41 ministres du gouvernement, 18 femmes sur les 120 députés de l'Assemblée nationale et 19 femmes sur les 102 sénateurs. C'est une femme qui assurait la présidence du Sénat.

Des membres de tous les principaux groupes ethniques ont occupé des postes importants au sein de l'administration gouvernementale civile et dans les forces de sécurité. Toutefois, les membres des peuples autochtones ont rarement participé au processus politique.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

Bien que la loi prévoie des sanctions pénales pour les cas de corruption dans la fonction publique, le gouvernement n'a pas veillé efficacement à son application et certains agents de l'État se sont livrés à des actes de corruption en toute impunité. Certains policiers étaient inefficaces et corrompus. Des membres de la police, de la gendarmerie et des forces armées demandaient des pots-de-vin pour compléter leur salaire, souvent aux passagers de véhicules arrêtés à des postes de contrôle légaux pour vérification de l'immatriculation des véhicules et des pièces d'identité des passagers. En février, les chauffeurs de taxis ont fait grève pour protester contre la hausse du prix des carburants et les tracasseries de la police, y compris le

rançonnement. Les *Indicateurs de gouvernance dans le monde* de 2016 de la Banque mondiale ont indiqué que la corruption demeurait un grave problème.

En 2015, le gouvernement a officiellement lancé une *Stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux* pour une durée de trois ans en association avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI), l'Agence nationale d'investigation financière (ANIF) et des partenaires du secteur privé et de la société civile. Cette stratégie a pour but d'encourager et de récompenser le respect de normes éthiques dans les affaires publiques, de consolider l'État de droit, d'améliorer la gouvernance, d'accroître la transparence dans la gestion des finances publiques, de réduire les inégalités et de parvenir à la distribution équitable et transparente des fruits de la croissance.

Corruption : En 2017, le gouvernement a lancé une campagne de lutte contre la corruption. Plusieurs agents publics, dont plusieurs directeurs d'organismes et deux anciens ministres, ont été arrêtés pour corruption. En janvier 2017, l'ancien ministre de l'Économie et conseiller spécial du président Magloire Ngambia et l'ancien ministre du Pétrole et des Hydrocarbures Étienne Dieudonné Ngoubou ont été arrêtés et accusés de corruption. Le 5 octobre, Ngoubou a été libéré sous caution, mais Ngambia était toujours en détention.

En janvier, après l'adoption des amendements constitutionnels, le gouvernement a créé la Cour criminelle spéciale chargée de juger les auteurs présumés de détournements de fonds publics d'un montant supérieur à 250 000 francs CFA (425 dollars des États-Unis). À compter d'octobre, cinq personnes étaient passées en jugement, dont quatre avaient été condamnées. Par exemple, le 26 avril, l'ancien agent public Blaise Wada a été reconnu coupable de détournement de fonds et d'enrichissement illicite et il a été condamné à 20 ans de prison et une amende de deux milliards de francs CFA (3,4 millions de dollars des États-Unis).

Déclaration de situation financière : La loi exige des fonctionnaires de niveau exécutif et des fonctionnaires qui gèrent des budgets qu'ils divulguent leur patrimoine financier à la CNLCEI dans les trois mois suivant leur prise de fonctions. La plupart des fonctionnaires visés se sont conformés à cette exigence, mais certains ont tenté de dissimuler des informations. Le gouvernement n'a pas mis ces déclarations de patrimoine à la disposition du public. Il existe des sanctions administratives pour le non-respect de cette exigence, mais elles n'ont pas été appliquées.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des atteintes présumées aux droits de l'homme

Plusieurs associations locales de défense des droits de l'homme ont fonctionné, en dépit des restrictions imposées par le gouvernement ; elles ont mené des enquêtes et publié leurs conclusions sur des affaires portant sur les droits de l'homme. Plusieurs ONG de défense des droits de l'homme ont signalé des cas d'intimidation par les autorités et un manque général de réceptivité à leurs points de vue.

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Le ministère de la Justice, chargé des droits humains, coordonne l'action gouvernementale visant à accroître le respect des droits de l'homme, organiser des formations sur les droits de l'homme pour les agents de l'État et traiter les grands problèmes concernant les droits de l'homme. La Commission nationale des droits de l'homme, composée de représentants de la société civile, des médias, d'associations religieuses et du système judiciaire, avait une certaine indépendance. Des membres de la Commission ont dispensé une formation de base sur les droits de l'homme à des policiers et des gendarmes et ils ont inspecté les conditions de détention dans les postes de police de Libreville.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

Condition féminine

Viol et violences familiales : La loi criminalise le viol, et les violeurs condamnés sont passibles de peines de cinq à 10 ans de prison. Néanmoins, les poursuites judiciaires pour viol étaient rares. La loi ne traite pas du viol conjugal. Il n'existait pas de statistiques fiables sur la prévalence du viol, mais une ONG de plaidoyer en faveur des femmes estimait que le phénomène était fréquent. Le viol est resté un sujet tabou et les femmes ont souvent choisi de ne pas le signaler par crainte de représailles ou par honte.

Bien que la loi interdise la violence familiale, des ONG ont indiqué qu'elle était courante. Les peines encourues peuvent aller de deux mois à 15 ans de prison. Les femmes n'ont pratiquement jamais porté plainte, à cause de la honte ou la crainte de représailles, bien que le gouvernement ait assuré le fonctionnement d'un groupe de conseils psychosociaux pour soutenir les victimes de mauvais traitements. Les autorités ont fourni un soutien en nature à un centre administré par une ONG pour aider les victimes de violences familiales et par l'intermédiaire du travail de ce

centre, la police est intervenue en réponse à des cas de violence familiale.

Harcèlement sexuel : Il n'y a pas de loi interdisant le harcèlement sexuel, qui était encore un problème courant. Des ONG ont signalé que le harcèlement sexuel à l'égard des femmes dans les forces armées était généralisé.

Pressions en matière de contrôle démographique : Il n'a pas été fait état d'avortements ou de stérilisations forcés. Pour de plus amples renseignements, voir l'Annexe C.

Discrimination : Bien qu'en général la loi ne fasse pas de distinction entre la situation juridique et les droits des femmes et des hommes, elle oblige une femme mariée à obtenir la permission de son mari pour se procurer un passeport et se rendre à l'étranger. La loi prévoit le traitement égal des hommes et des femmes en matière de propriété, de nationalité et d'héritage. Il n'y a pas de loi spécifique exigeant un salaire égal pour un travail égal. Les femmes étaient propriétaires d'entreprises et de biens, participaient à la vie politique et travaillaient pour l'État et dans le secteur privé. Elles connaissaient cependant une discrimination sociétale considérable, notamment pour l'obtention de prêts et de crédits et, pour les femmes mariées, pour l'ouverture d'un compte en banque sans la permission de leur mari et pour l'administration des avoirs communs du ménage, surtout en milieu rural.

Enfants

Enregistrement des naissances : La nationalité est conférée aux enfants par leurs parents et non par la naissance dans le pays. L'un des parents au moins doit être citoyen gabonais pour transmettre la nationalité. L'inscription de toutes les naissances sur les registres d'état civil est obligatoire, et les enfants n'ayant pas d'actes de naissance ne peuvent pas aller à l'école ni participer à la plupart des programmes financés par l'État. De nombreuses mères n'ont pas pu obtenir d'actes de naissance pour leurs enfants parce qu'elles habitaient dans des zones reculées du pays ou qu'elles n'étaient pas au courant des exigences de la loi. Pour de plus amples renseignements, voir l'Annexe C.

Éducation : Bien que l'éducation soit obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans et gratuite jusqu'à la fin des études secondaires, elle n'était souvent pas disponible au-delà de la sixième en milieu rural. Il n'y avait pas de grande différence dans les taux d'inscription des garçons et des filles, mais, du fait des taux élevés de grossesse précoce, les filles étaient moins susceptibles de terminer leur scolarité que les garçons.

Maltraitance d'enfants : La maltraitance des enfants est illégale, les peines pouvant atteindre l'emprisonnement à vie ou une amende d'un million de francs CFA (1 700 dollars des États-Unis), ou les deux. Il y a eu des cas de maltraitance d'enfants, mais la loi n'a pas été appliquée régulièrement.

Mariage précoce et mariage forcé : L'âge minimum du consentement sexuel et du mariage est de 15 ans pour les filles et de 18 ans pour les garçons. Pour de plus amples renseignements, voir l'Annexe C.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi interdit l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales et la pédopornographie, et les autorités l'ont généralement fait respecter. Les personnes condamnées pour proxénétisme d'un mineur ou pour un délit lié à la pédopornographie sont passibles de peines allant de deux à cinq ans de prison. Une condamnation pour traite des enfants peut être punie de cinq à 10 ans de prison et d'amendes pouvant atteindre 10 millions à 20 millions de francs CFA (17 000 à 34 000 dollars des États-Unis). Les peines encourues pour la possession de pédopornographie incluent l'emprisonnement pendant une durée de six mois à un an et une amende d'un maximum de 222 000 francs CFA (378 dollars des États-Unis). Ces peines étaient suffisantes pour avoir un effet dissuasif.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le Gabon est partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants - disponible en anglais) à l'adresse suivante : <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/for-providers/legal-reports-and-data.html>.

Antisémitisme

La communauté juive était très petite et aucun acte antisémite n'a été signalé.

Traite des personnes

Veuillez consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes porteuses de handicap

La loi interdit la discrimination envers les personnes porteuses de handicaps « physiques, mentaux, congénitaux et accidentels » et exige qu'elles aient accès aux bâtiments et aux services, notamment aux bureaux de vote pour participer aux élections. Mais la plupart des bâtiments publics étaient inaccessibles, ce qui entravait l'accès aux services publics et au système judiciaire. La loi place les déficiences sensorielles dans la même catégorie que les déficiences congénitales et « accidentelles », mais elle ne reconnaît pas le concept de handicap intellectuel. Elle garantit les droits des personnes porteuses de handicap dans des domaines tels que l'éducation, la santé et les transports. L'application était limitée : il n'y avait pas de programmes du gouvernement pour faciliter l'accès des bâtiments, la fourniture d'informations et les communications pour les personnes porteuses de handicap. Les enfants porteurs de handicaps ont généralement été scolarisés à tous les niveaux, y compris dans les établissements d'enseignement ordinaires. Il y avait des aménagements pour les personnes en situation de handicap dans les transports aériens, mais pas dans les transports terrestres.

Les personnes en situation de handicap se sont heurtées à des obstacles pour obtenir un emploi, par exemple à des difficultés pour accéder aux bureaux des ressources humaines afin de présenter des demandes d'emploi car les bâtiments n'étaient pas accessibles. De même, l'inaccessibilité des autobus et des taxis a compliqué la recherche d'un emploi ou le trajet jusqu'au lieu de travail pour ceux qui ne disposaient pas de leurs propres moyens de transport.

Peuples autochtones

Les Babongo, les Baghama, les Baka, les Bakoya et les Barimba sont les premiers habitants connus du pays. La loi confère aux membres des groupes ethniques autochtones les mêmes droits civils qu'aux autres citoyens, mais ils ont souffert de discrimination sociétale. Ils sont restés en grande partie hors de la zone d'influence des autorités officielles – ils ont conservé leurs propres traditions, leurs communautés indépendantes et leurs structures décisionnelles locales – et ils n'avaient pas facilement accès aux services publics. Ils connaissaient également de la discrimination en matière d'emploi. Les populations autochtones n'avaient guère de recours si elles étaient maltraitées par des membres de la population bantoue majoritaire. Le gouvernement n'avait pas de programmes ou de politiques spécifiques pour les aider.

Actes de violence, discrimination et autres atteintes basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

La loi ne criminalise pas l'orientation sexuelle et ne limite pas non plus la liberté d'expression ou de réunion pacifique des personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transgenres et intersexe (LGBTI). Il n'existe pas de lois spécifiques contre la discrimination ou les crimes de haine, ni d'autres mécanismes de justice pénale conçus pour appuyer la poursuite de crimes motivés par les préjugés. Aucun cas de mauvais traitement de LGBTI n'a été signalé, mais il est probable que tous les cas ne seraient pas signalés de toute façon du fait de la stigmatisation sociale. La discrimination sociétale dans l'emploi et le logement a constitué un problème, en particulier pour les LGBTI ne cachant pas leur identité sexuelle.

Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida

Des ONG locales ont signalé des cas de discrimination envers des personnes vivant avec le VIH-sida. Ces personnes ont connu des difficultés pour obtenir des prêts et pour trouver des emplois, du moins dans certains secteurs. Des ONG ont travaillé en collaboration étroite avec le ministère de la Santé pour lutter contre la propagation de cette maladie et la stigmatisation associée à celle-ci.

Autres formes de violence ou discrimination sociétale

Des homicides rituels dans lesquels des personnes étaient tuées et leurs membres, leurs organes génitaux ou d'autres organes étaient amputés ont été commis et n'ont souvent pas été punis. Pendant l'année, il n'y a eu aucune arrestation de personnes accusées de crimes rituels. L'Association de lutte contre les crimes rituels (ALCR), une ONG locale, a signalé 24 homicides rituels et cinq disparitions de janvier à octobre. Le nombre des victimes était probablement plus élevé en réalité parce qu'un grand nombre des crimes rituels n'étaient pas signalés ou ils n'étaient pas identifiés comme tels.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi protège le droit des travailleurs de former des syndicats indépendants et d'y adhérer ainsi que de négocier collectivement. La loi prévoit également le droit de grève, avec des restrictions. La discrimination à l'égard des syndicats est illégale, et la loi prévoit la réintégration des travailleurs licenciés pour leurs activités syndicales. Les syndicats doivent être enregistrés auprès du gouvernement pour être reconnus officiellement, et cet enregistrement s'est fait sans problème. Les

conventions négociées par les syndicats s'appliquaient également aux travailleurs non syndiqués.

Les grèves ne peuvent être lancées que sur préavis de huit jours et seulement lorsque l'arbitrage obligatoire a échoué. Le droit de grève des employés du secteur public peut être limité lorsque le gouvernement considère que cette action représente une menace pour la sécurité publique. La loi ne définit pas les secteurs des services essentiels dans lesquels les grèves sont interdites, mais il est interdit aux membres des forces armées de se syndiquer et de faire grève. La loi interdit au gouvernement de prendre des mesures contre les grévistes qui se sont conformés aux conditions relatives au préavis et à l'arbitrage et n'exclut aucun groupe de cette protection. Il n'existe pas de lois ou de dispenses spéciales par rapport aux lois ordinaires sur le travail dans les deux zones franches d'exportation du pays.

Le gouvernement a généralement fait respecter les lois applicables. Les ressources disponibles pour protéger le droit de former des syndicats, de négocier collectivement et de faire grève étaient suffisantes. Les sanctions encourues en cas de violations de ces droits sont compensatoires et déterminées au cas par cas. Elles sont généralement suffisantes pour avoir un effet dissuasif. Les procédures administratives et judiciaires ont parfois subi des retards.

La liberté d'association et le droit à la négociation collective n'ont pas toujours été respectés. Certains syndicats étaient politiquement actifs, et le gouvernement les a accusés de prendre parti pour l'opposition. En mars 2017, un arrêté a mis fin à une grève de six mois de la Convention nationale des syndicats du secteur éducation. Le ministère de l'Intérieur a interdit les activités de cette confédération de syndicats enseignants, affirmant qu'elle s'était rendue coupable de trouble à l'ordre public. Des membres de cette organisation ont saisi la Cour constitutionnelle pour obtenir l'annulation de la décision du ministère de l'Intérieur. La Cour constitutionnelle a confirmé le statut légal de cette confédération syndicale, mais elle n'a pas annulé l'interdiction de ses activités par le ministère de l'Intérieur.

Des employeurs ont créé et contrôlé certains syndicats. Bien que la discrimination antisyndicale soit illégale, certains syndicalistes du secteur public comme du secteur privé se sont plaints d'une discrimination occasionnelle, notamment de l'inscription de membres de syndicats sur une liste noire, de licenciements abusifs et de menaces envers des travailleurs qui se syndiquaient. Des représentants de syndicats se sont plaints des obstacles qu'ils ont rencontrés lorsqu'ils ont cherché à entrer dans des établissements d'enseignement dans le cadre de leurs activités menées pour représenter et défendre les intérêts de leurs membres. D'importants

dirigeants syndicaux ont fait remarquer que la majorité des violations du droit du travail étaient dues à des licenciements injustifiés, parfois de travailleurs en grève, ce qui les privait de prestations d'assurance et de la sécurité sociale.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire, y compris celui des enfants. Elle criminalise uniquement le travail des enfants en situation de servitude. Le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi dans le cas des victimes adultes. Il a appliqué la loi plus activement pour lutter contre le travail forcé des enfants. Les sanctions n'étaient pas assez sévères pour avoir un effet dissuasif et elles ne reflétaient pas la gravité du délit, à l'exception des sanctions pour la traite des enfants.

Les ressources, inspections et actions correctives étaient insuffisantes. Le manque de véhicules, de fonds et de personnel suffisants a fait obstacle à la capacité des inspecteurs du travail d'enquêter sur les allégations de travail forcé. En outre, ceux-ci ont éprouvé des difficultés à atteindre les exploitations agricoles commerciales familiales et les ménages privés en raison de l'insuffisance du réseau routier. Le gouvernement a renforcé les capacités des inspecteurs du travail pendant l'année et l'UNICEF a dispensé une formation aux inspecteurs du travail en association avec le ministère du Travail.

Des garçons ont été forcés de travailler comme vendeurs de rue ou mécaniciens, ainsi que dans des boutiques d'objets artisanaux. Des garçons et des hommes ont été victimes du travail forcé dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et le secteur minier. Des filles et des femmes ont été contraintes à la servitude domestique ou forcées de travailler comme vendeuses de marché ainsi que dans des restaurants ou exploitées dans le commerce du sexe. Ces emplois étaient très mal payés et les heures de travail forcé étaient longues. Les migrants étaient particulièrement vulnérables au travail forcé (voir la section 7.c.).

Veillez également consulter le *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

La loi interdit l'emploi d'enfants de moins de 16 ans sans le consentement exprès du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du ministère de l'Éducation et du ministère de la Santé publique. Les sanctions pour

infraction aux dispositions relatives à l'âge minimum consistent en des amendes de 300 000 à 600 000 francs CFA (510 à 1 020 dollars des États-Unis) et des peines de prison allant jusqu'à six mois. Ces sanctions étaient suffisantes pour avoir un effet dissuasif.

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle est responsable de la réception, des enquêtes et du règlement des plaintes concernant le travail des enfants par l'intermédiaire d'inspecteurs. Le Comité interministériel de lutte contre la traite d'enfants enregistre les plaintes et y donne suite. Celui-ci dispose d'un réseau d'environ 2 000 personnes qui fournissent des services sociaux et un soutien aux victimes du travail des enfants au niveau local, mais n'ont pas de rôle sur le plan de la répression en raison des contraintes budgétaires. Les plaintes sont transmises à la police, qui mène les enquêtes et soumet les affaires aux tribunaux qui s'occupent des poursuites judiciaires.

Le gouvernement faisait respecter la loi dans le secteur formel. Pendant l'année, les autorités ont retiré au moins 50 enfants de situations de travail forcé et ont arrêté et poursuivi au moins 16 personnes soupçonnées de les employer.

Des enfants ont parfois été victimes du travail forcé ou de l'exploitation de leur travail. Le gouvernement a organisé le rapatriement d'environ 63 enfants étrangers victimes de la traite en 2017 et pendant l'année, et il a organisé des stages de formation pour les autorités responsables de la prise en charge des victimes potentielles de la traite des enfants.

Le travail des enfants a continué de poser problème. Les enfants non gabonais étaient plus susceptibles que les enfants de citoyens gabonais de travailler dans les secteurs informels ou illégaux de l'économie où les lois relatives au travail des enfants étaient rarement appliquées. Un nombre inconnu d'enfants, en majorité étrangers, travaillaient dans les marchés ou comme employés de maison, beaucoup d'entre eux étant victimes de la traite des enfants (voir la section 7.b.). Des enfants gabonais, en particulier des enfants des rues, travaillaient également dans le secteur informel.

Les enfants qui travaillaient n'étaient généralement pas scolarisés ; ils recevaient peu de soins médicaux et étaient souvent exploités par leur employeur ou leur famille d'accueil. Pour tenter de remédier à ce problème, la police a souvent imposé des amendes aux parents d'enfants non scolarisés. Les lois interdisant le travail des enfants s'appliquaient à ces enfants, mais les infractions n'étaient souvent pas signalées à l'attention des autorités.

Veillez également consulter les *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du département du Travail à l'adresse suivante : www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

Le Code du travail interdit la discrimination en matière d'emploi et de conditions de travail fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, le handicap, l'origine nationale, la citoyenneté ou la situation sociale. Il ne parle pas de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'âge ou la langue. Le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi. Il n'y a pas de loi spécifique exigeant un salaire égal pour un travail égal, et les salaires des femmes étaient inférieurs à ceux des hommes. Les autochtones, les personnes porteuses de handicaps, les personnes vivant avec le VIH-sida et les LGBTI ont été victimes de discrimination dans le domaine de l'emploi. Des cas d'exploitation du travail d'autochtones par leurs voisins bantous, qui les payaient considérablement moins que le salaire minimum, ont été signalés. Les travailleurs étrangers sans papiers ont souvent souffert de discrimination salariale et de mauvaises conditions de travail.

e. Conditions de travail acceptables

Le salaire minimum mensuel national était 150 000 francs CFA (255 dollars des États-Unis), soit au-dessus du seuil de pauvreté international fixé par la Banque mondiale à 1,90 dollar des États-Unis par jour. La loi prévoit un revenu minimum de 80 000 francs CFA par mois (136 dollars des États-Unis). Les fonctionnaires percevaient une allocation mensuelle supplémentaire de 20 000 francs CFA (34 dollars des États-Unis) par enfant et bénéficiaient également d'allocations pour les transports, le logement et la famille. Les autorités n'ont pas bien fait respecter les lois sur les salaires et les travailleurs pouvaient intenter un procès s'ils recevaient moins que le salaire minimum. Les inspections du travail étaient rares. Il n'y avait pas de salaire minimum dans le secteur informel, où étaient employés la grande majorité des travailleurs.

Le Code du travail fixe la durée de la semaine de travail à 40 heures avec une période de repos minimum de 48 heures consécutives. La loi prévoit aussi des congés annuels payés. Les employeurs doivent rémunérer les employés qui font des heures supplémentaires ainsi qu'il a été déterminé par des conventions collectives ou par les règlements de l'État. Selon la loi, la limite journalière des

heures supplémentaires obligatoires peut être prolongée de 30 minutes à deux heures pour effectuer des travaux préparatoires ou complémentaires précis, comme le travail nécessaire au démarrage des machines dans une usine ou la supervision d'un lieu de travail. Elle peut également l'être pour du travail urgent pour prévenir les accidents ou pour réparer les dégâts causés par des accidents. La limite journalière ne s'applique pas aux établissements où le travail est effectué en continu ni à ceux qui fournissent des services de commerce de détail, de transport et de manutention portuaire, aux hôtels et à la restauration, à l'entretien ménager, aux services de sécurité, aux établissements médicaux, aux travaux domestiques et au journalisme.

Le ministère de la Santé établit les normes relatives à la santé et à la sécurité au travail. Le ministère du Travail est chargé de faire respecter les normes relatives au salaire minimum, aux heures supplémentaires ainsi qu'à la santé et à la sécurité dans le secteur formel. Le nombre des inspecteurs du travail était insuffisant pour garantir le respect des dispositions. Les employeurs ont généralement respecté les normes relatives au salaire minimum. Les travailleurs employés dans le secteur formel pouvaient déposer des plaintes concernant les heures supplémentaires ou les normes de santé et de sécurité, et les inspecteurs du travail du ministère ont enquêté sur de telles plaintes. Le gouvernement a imposé diverses amendes pour réprimer les infractions, ce qui a eu un effet dissuasif. Dans le secteur formel, les travailleurs bénéficient du droit de se retirer de situations qui présentent un danger pour leur santé ou leur sécurité sans risquer de perdre leur emploi, et les autorités ont veillé efficacement à la protection des salariés se trouvant dans cette situation.

Le gouvernement n'a pas fait respecter les dispositions du Code du travail dans l'économie informelle ou dans les secteurs où la majorité de la main-d'œuvre était étrangère, tels que le secteur minier et celui du bois. Les employeurs ont obligé les travailleurs étrangers à travailler dans des conditions inférieures aux normes, les ont licenciés sans préavis ni recours et les ont souvent maltraités physiquement. Ils ont fréquemment payé les étrangers moins bien que les Gabonais pour le même travail et leur ont imposé de plus longues heures de travail, en les embauchant souvent pour des emplois occasionnels de courte durée pour éviter de devoir payer des impôts, verser des contributions à la sécurité sociale et s'acquitter d'autres charges.